







DÉCLARATION COMMUNE DES FÉDÉRATIONS SUD COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, SUD ÉDUCATION, SUD SANTÉ-SOCIAUX

**Le 7 décembre** près de 80 000 travailleuses et travailleurs se reconnaissant du travail social, dans plus de 100 lieux de mobilisation en France, sont très massivement descendu·es dans la rue.

**Le 11 janvier** une journée de mobilisation et de grève a eu lieu pour un meilleur système de santé et d'action sociale.

**Le 13 janvier** c'est au tour de l'éducation de connaître une journée de grève et de mobilisation historique avec 71 % de grévistes, et incluant les personnels des collectivités territoriales du secteur.

Dans les trois cas, de larges appels intersyndicaux et intercollectifs, y ont contribué. Parce que la colère s'exprime aujourd'hui puissamment et doit s'amplifier.

Parce que la faiblesse des moyens apportés pour faire face à la situation sanitaire amène le service public droit dans le mur.

Parce que l'arrogance des ministres de tutelle foule aux pieds les conditions de travail des agent·es et les besoins élémentaires de nos concitoyens.

Parce qu'il n'y a ni reconnaissance des métiers, ni revalorisation des carrières et des salaires, mais seulement le mépris d'un gouvernement au service des riches.

Face aux refus réitérés du gouvernement d'entendre et de répondre aux besoins et aux urgences sociales, sanitaires, éducatives, salariales, les Fédérations SUD éducation, SUD Collectivités territoriales, SUD Santé-Sociaux, conscientes de leur rôle de défense des travailleurs et des travailleuses du service public comme des droits fondamentaux de ses usagères et usagers, appellent ensemble :

- → à renforcer les mobilisations et les grèves, dans l'unité la plus large, dès maintenant et partout où c'est possible ;
- → à faire de la journée de grève interprofessionnelle du 27 janvier une nouvelle journée de mobilisation historique ;
- → à mettre à l'ordre du jour la question d'une grève reconductible dans les réunions et les assemblées générales de personnels.